

Il est difficile de comprendre les agissements du monde politique et les arcanes de l'administration européenne. Le dossier commandé par le « HAUT CONSEIL DE L'ÉVALUATION DE L'ÉCOLE » fait plus de 130 pages et détaille les gains de richesses obtenues chaque année. Sorti en septembre 2005, vous pouvez le consulter en cliquant sur le lien ci-dessous. Vous pourrez alors faire le calcul de ce qu'il aurait rapporté pour l'Europe, ou pour notre pays pendant c'est 20 dernières années !

À l'heure où les politiciens français cherchent de l'argent partout, nous pouvons, sans exagérer, avoir des doutes sur la qualité et le suivi de leurs décisions. Sans doute réfléchissent-ils encore !

Année 2020

Les frais de la non-utilisation de l'espéranto. « 15 années » après le rapport Grin

Analyse du rapport de François Grin par Svisa Espéro.

15 années se sont écoulées depuis le célèbre rapport du Professeur François Grin établi à la demande du Haut Conseil pour l'évaluation du système scolaire de l'Union européenne. Le temps est venu d'analyser combien cela coûte à l'Union européenne et à toute l'humanité d'ignorer l'existence de ce rapport et ses conséquences et ce que le mouvement espérantiste devrait en conclure pour sa propre stratégie.

Afin que les lecteurs comprennent de quoi il est question dans le rapport Grin, je me permets de citer les recommandations de ce rapport :

Trois scénarios sont examinés :

le « tout à l'anglais » (scénario 1) ;

le « plurilinguisme » (scénario 2) ;

et « l'espéranto » (scénario 3).

Ces trois scénarios pourraient bien entendu faire l'objet d'une analyse beaucoup plus détaillée, et être combinés les uns aux autres dans le cadre d'une approche stratégique à la politique linguistique.

L'accent est mis ici non pas sur les implications de la mise en œuvre de ces scénarios, mais sur leur comparaison en termes d'efficacité et d'équité.

Vu la nouveauté du cadre d'analyse et l'absence de données ad hoc, l'estimation ne peut être qu'approximative et elle ne vise qu'à fournir des ordres de grandeur ; c'est toutefois, à ma connaissance, la première fois que l'on tente de chiffrer les transferts nets dont bénéficient les pays anglophones du fait de la présence de l'anglais, et les économies qui seraient réalisées en cas de passage à un autre scénario. Il va de soi que ce n'est pas la langue anglaise en tant que telle qui est en cause, mais l'hégémonie linguistique, quel que soit le pays ou le groupe de pays qui en bénéficie.

Les principaux résultats de la comparaison entre scénarios sont les suivants :

1) Le Royaume-Uni gagne, à titre net, au minimum 10 milliards d'Euros par année du fait de la dominance actuelle de l'anglais.

2) Si l'on tient compte de l'effet multiplicateur de certaines composantes de cette somme, ainsi que du rendement des fonds que les pays anglophones peuvent, du fait de la position privilégiée de leur langue, investir ailleurs, ce total est de 17 à 18 milliards d'Euros par année.

3) Ce chiffre serait certainement plus élevé si l'hégémonie de cette langue venait à être renforcée par une priorité que lui concèderaient d'autres États, notamment dans le cadre de leurs politiques éducatives respectives.

4) Ce chiffre ne tient pas compte de différents effets symboliques (comme l'avantage dont jouissent les locuteurs natifs de la langue hégémonique dans toute situation de négociation ou de conflit se déroulant dans leur langue) ; cependant, ces effets symboliques ont sans doute aussi des répercussions matérielles et financières.

5) Le scénario « plurilingue » (qui peut, en pratique, revêtir des formes très différentes, dont une est analysée ici) ne réduit pas les coûts, mais les inégalités entre locuteurs ; toutefois, étant donné les forces en œuvre dans la dynamique des langues, il présente un risque certain d'instabilité, et exige tout un train de mesures d'accompagnement pour être viable.

6) Le scénario « espéranto » apparaît comme le plus avantageux, car il se traduirait par une économie nette, pour la France, de près de 5,4 milliards d'Euros par année et, à titre net pour l'Europe entière (Royaume-Uni et Irlande compris), d'environ 25 milliards d'Euros annuellement.

Les fréquentes réactions de rejet à l'égard de l'espéranto rendent impraticable la mise en œuvre à court terme du scénario 3.

Il peut par contre être recommandé dans le cadre d'une stratégie de long terme à mettre en place sur une génération. Deux conditions sont toutefois critiques pour son succès :

premièrement, un très gros effort d'information, afin de surmonter les préventions qui entourent cette langue — et qui sont en général basées sur la simple ignorance — et d'aider les mentalités à évoluer ;

Deuxièmement, une véritable coordination entre États en vue de la mise en œuvre commune d'un tel scénario. Quatre-vingt-cinq pour cent de la population de l'Europe des 25 y a un intérêt direct et évident, indépendamment des risques politiques et culturels que comporte l'hégémonie linguistique. À court et moyen terme, le scénario 2, c'est-à-dire celui du « plurilinguisme », est préférable, ne serait-ce que parce qu'il jouit d'une plus grande acceptabilité politique. S'il n'est pas meilleur marché, en termes de coûts directs, que la formule actuelle ou que le scénario 1 (le « tout à l'anglais »), il réduit considérablement les transferts contraires à l'équité que le scénario 1 entraîne.

Qui plus est, c'est sans doute le scénario le plus conforme à l'idée d'une Europe bâtie sur la diversité des langues et des cultures, comme l'invoque fréquemment le discours de l'officialité communautaire.

Ce scénario 2 comporte pourtant des risques d'instabilité et d'érosion en faveur de l'anglais, ce qui constitue un argument en faveur du scénario 3.

Toutefois, si des mesures d'accompagnement peuvent garantir la stabilité à long terme d'un véritable plurilinguisme, le scénario 2 peut constituer une stratégie de long terme.

15 ans plus tard, qu'ont accompli les instances de l'Union européenne pendant ces 15 dernières années après la parution du rapport François Grin ? –

On peut effectivement constater que tout simplement rien n'a changé.

Le rapport François Grin n'a été pratiquement diffusé que parmi les Espérantistes tandis que le reste du monde ignorait tout simplement les faits qui y étaient décrits. On peut donc constater que

l'Union européenne a poursuivi sa politique et sa stratégie linguistiques, si on peut véritablement parler de stratégie et donc se demander s'il existe vraiment une solution pour le problème des langues en Europe.

On prêchait le modèle « plurilinguisme » malgré le fait que le cours en langue étrangère soit en grande partie un fiasco dans les écoles et que seule une infime élite de moins de 20 % des Européens soit en effet capable de communiquer efficacement dans une autre langue que sa langue maternelle. Dans la pratique, on choisissait la solution d'une compréhension insuffisante dans un anglais misérable dans l'optique de la création d'une société à deux classes, l'une les locuteurs natifs et l'autre le reste. Parallèlement, les frais pour les cours linguistiques, la traduction et les services d'interprétariat ne cessent d'augmenter. Tandis qu'au moment de la parution du rapport François Grin la prédominance de l'anglais semblait presque être une évidence, entre-temps d'autres langues comme le Chinois, l'espagnol et l'arabe ont gagné en prestige dans le monde entier. Toutefois, actuellement en raison de la persistante éviction du scénario « espéranto » et de l'échec visible du scénario

« plurilinguisme », dans l'Union européenne, la réalité se rapproche apparemment du scénario « tout à l'anglais ». Les frais de cette politique linguistique ou disons plutôt l'ignorance de toute politique linguistique sont évidents :

Au niveau de l'efficacité des solutions retenues (anglais en première langue) dans l'apprentissage des langues étrangères ces 20 dernières années, force est de constater que ce choix n'a pas été couronné de succès. Au niveau de l'Europe ou de la France (moins bonne), à peine 25 % des citoyens « prétendent » pouvoir tenir une conversation dans cette langue. La bonne parole seulement suffit aux sondeurs pour valider ces réponses. Pourtant chez nous, ils l'apprennent depuis les années 1960 ! 65 ans d'enseignement pour un tel résultat et avec une langue dont le pays d'origine se désolidarise de notre communauté européenne, la pilule passe mal. Les politiciens et leurs fonctionnaires européens se soucient bien peu des 75 % de citoyens européens qui n'arrivent pas à apprendre l'anglais ; soit qu'ils le trouvent trop difficile ; soit qu'ils ont eu un mauvais enseignement ou encore ils considèrent qu'il n'est pas représentatif de leur identité.

L'espéranto a été construit avec les racines des langues européennes, dans le but d'être facile à apprendre, facile à lire, facile à parler, facile à écrire. Il ne comporte pas de pièges, aucune exception et n'obéit qu'à seize règles grammaticales seulement.

Les grands esprits dirigeants (hauts fonctionnaires et politiques) s'imaginent que les sujets devraient tous avoir les compétences intellectuelles des élites ; que ces 75 % d'européens dont on parle, devraient avoir plus de reconnaissance civique à l'égard de l'institution. Ils oublient seulement que ce n'est pas en travaillant pour le quart le plus remarquable de la population (qui, en réalité, n'a pas besoin d'eux) qu'ils vont rendre service au futur pays.

Que de temps d'apprentissage perdu au lieu d'apprendre autre chose plus productif pour la société ; Pour fournir des commerciaux multilingues aux sociétés européennes, combien de centaines de milliers d'euros faut-il dépenser alors qu'il suffirait d'une seule langue passerelle ?

Plus les choses sont simples, plus les gens participent et plus les objectifs sont réalisables...

Indépendamment des solutions qui pourraient être mises en place et si l'idée du langage vous plaît, alors signez la pétition.

